

*Lettre des Etats-Unis :*  
*Le novembre noir*  
*du Gouvernement Reagan\**

JOHN T. S. KEELER

Au début novembre 1986, le Président Reagan bénéficiait de 67 % d'approbation dans les sondages et achevait une tournée électorale l'ayant conduit à soutenir des candidats républicains dans 22 Etats et tenter de transformer les élections générales du 4 novembre en un référendum sur sa présidence. Reagan et les Républicains s'attendaient tout à fait à perdre des sièges à la Chambre des Représentants, puisque tel est le destin habituel du parti du Président lors des élections à mi-mandat, mais ils espéraient ardemment conserver l'étroite majorité qu'ils détenaient au Sénat depuis 1980. A chaque étape des 40 000 km de son périple, Reagan exhortait les électeurs à ne pas faire de lui un « président pour six ans » à travers l'élection d'un Sénat démocrate, qui s'allierait à la Chambre démocrate pour bloquer les initiatives pendantes sur son agenda, comme il en va souvent dans la version américaine de la cohabitation. Les plus optimistes des leaders républicains espéraient aussi que la dernière élection reaganienne — c'est ainsi que le Président présentait le combat, implorant les électeurs de voter pour lui une fois encore en soutenant ses amis dans chaque localité — les rapprocherait de leur but : le réalignement républicain au niveau des Etats. Ce but avait presque été atteint pendant la présidence de Nixon, mais *la nouvelle majorité républicaine* prévue par Kevin Phillips dans un livre célèbre de 1969 fut compromise par Watergate. Au moment des élections de 1986, les charmes de la présidence reaganienne semblaient avoir enfin exorcisé le fantôme de ce scandale et permis aux Républicains de regarder l'avenir avec confiance (1).

\* Traduit de l'américain par Olivier Duhamel.

(1) Elizabeth Drew, Letter from Washington, *New Yorker*, 24 novembre 1986, p. 126-127 ; William Schneider, Return to Normalcy, *National Journal*, 8 novembre 1986, p. 2709.

Ce qu'un mois peut changer ! A la fin novembre, les rêves du réaligement américain et les perspectives d'une canonisation de Ronald Reagan se sont brisés à la suite de deux chocs imprévus.

Premièrement, bien que les élections aient apporté quelques bonnes nouvelles au GOP (2), leur principal résultat fut d'accorder une solide majorité sénatoriale aux Démocrates (55 contre 45). Ronald Brownstein souligne dans le *National Journal* que « même les démocrates les plus partisans n'ont jamais cru qu'ils reprendraient le Sénat avec une telle avance ». Cela ne signifie pas seulement que « la révolution reaganienne » risque de rencontrer des obstacles législatifs insurmontables dans les deux années à venir, mais aussi que l'image de magicien politique attachée au Président est sérieusement remise en question, puisqu'on ne dénombre que 4 victoires parmi les 13 candidatures au Sénat ayant reçu son soutien dans les quinze derniers jours de la campagne. Deuxièmement, au moment même où les démocrates enhardis exposaient leurs plans pour le nouveau Congrès, la nation était atteinte par la révélation de ventes clandestines d'armes à l'Iran, ce qui apparut rapidement comme le scandale politique le plus considérable depuis Watergate. Un sondage réalisé le 30 novembre révéla que les approbations de Reagan avaient chuté de 67 % à 46 %, ce qui représente la plus forte baisse mensuelle de popularité jamais enregistrée. Cette chronique examinera ces deux événements clés du novembre noir de l'Administration Reagan et recherchera leurs implications pour l'avenir de la politique américaine (3).

#### LES ÉLECTIONS A MI-MANDAT

L'attention portée aux échecs républicains ne doit pas cacher que les élections à mi-mandat ont offert quelques résultats réconfortants au GOP. Au premier rang de ceux-ci, figure le gain de 8 sièges de gouverneurs. Les victoires républicaines sont particulièrement importantes en Alabama — il s'agit du premier succès républicain depuis la Reconstruction (1865-1877) — et dans les deux Etats très peuplés de la ceinture ensoleillée, le Texas et la Floride. Les sortants des deux partis ont bien réussi : 10 des 12 démocrates et tous les 5 républicains ont été réélus. Dans les 19 Etats où les sortants soit s'étaient retirés soit ne pouvaient se représenter du fait des règles locales, les républicains sont passés de 4 à 10 sièges de gouverneur. Au total, les élections de 1986 confèrent aux républicains 24 gouverneurs sur 50, ce qui est leur score le plus élevé depuis 1969. Aussi frappant que ce résultat puisse paraître, des spécialistes de l'analyse électorale comme William Schneider ont noté qu'il correspond moins à un pas vers le « réaligement » qu'un « retour à la normale » (4). Le principal effet

(2) Great Old Party, surnom du Parti républicain.

(3) Ronald Brownstein, End of the Road, *National Journal*, 8 novembre 1986, p. 2670 ; *New York Times*, 2 décembre 1986.

(4) Schneider, p. 2708.

des élections des gouverneurs de 1986 fut de défaire le raz de marée démocrate de 1982, année de récession économique qui fit perdre aux républicains 7 sièges de gouverneur (voir tableau 1).

Pour ce qui concerne deux autres élections, celles à la Chambre des Représentants et celles aux assemblées des Etats, les républicains purent se consoler par le fait que leurs pertes ont été inférieures à la moyenne habituelle. Le GOP ne conquiert que 177 sièges de députés (41 %) au C<sup>e</sup> Congrès, mais ceci correspond à la deuxième plus faible perte des sièges depuis 1938 lors des élections à mi-mandat par le parti occupant la Maison-Blanche (— 5 sièges).

Le Parti démocrate ne perdit que 4 sièges sous Kennedy en 1962 et gagna 9 sièges sous Roosevelt en 1934 ; la moyenne des pertes du parti du Président aux élections à mi-mandat s'établit à 36 pour la période 1938-1982, et le GOP avait perdu 26 sièges sous Reagan en 1982. Les experts ont attribué les faibles pertes subies par le GOP à la popularité de Reagan, à la situation économique plutôt favorable et à l'absence de grands enjeux nationaux ; ils ont également noté ironiquement que les républicains ont profité de leur « échec dans la conquête de nombreux sièges de députés en 1984, malgré le raz-de-marée électoral que fut la réélection de Reagan », ce qui impliquait qu'il « y eût relativement peu de nouveaux élus républicains en position de faiblesse et prêts à être battus par les démocrates » (5).

Le trait le plus significatif des élections à la Chambre des Représentants réside peut-être dans la réélection de 98 % des sortants ; le précédent record datait de 1968 (96,8 %) et le taux moyen de réélection entre 1946 et 1986 s'établit à 90,9 %. On ne trouve qu'un sortant démocrate parmi les 232 battus, et 5 parmi les 161 républicains. La sécurité de la plupart des circonscriptions électorales dessinées par les législateurs des Etats est un des facteurs explicatifs du succès électoral des sortants, mais les experts s'accordent à considérer que les avantages matériels croissants dont profitent les sortants vont bien au-delà.

« Des frais de déplacement ont été accordés dans le milieu des années soixante et n'ont cessé d'augmenter » note un article récent du *Congressional Quarterly*, « de même que les indemnités pour d'autres dépenses liées à l'activité professionnelle comme la location de bureaux, l'achat d'ordinateurs ou de fournitures de bureau, le recrutement de personnel ». Et comme l'a souligné Elizabeth Drew dans le *New Yorker*, « les contributions des comités d'action politique (PAC) aux campagnes des députés ont augmenté de 20 % en deux ans, 81 % de ces sommes allant aux sortants ». Il est clair que ce poids de la prime aux sortants constitue un puissant obstacle aux espoirs républicains de reconquérir prochainement ne serait-ce que la courte majorité à la Chambre qu'ils obtinrent pour la

(5) Jacqueline Calmes, *House Incumbents Achieve Record Success Rate in 1986*, *Congressional Quarterly*, 15 novembre 1986, p. 2892 ; Richard Cohen, *Back in the Saddle*, *National Journal*, 8 novembre 1986, p. 2677.

TABLEAU 1. — Les résultats des élections de 1986

Sénat						
	Total des sièges			Sièges renouvelés en 1986		Suffrages exprimés (en millions)
	Avant	Après	Evo- lution	Avant	Après	
Démocrates	47	55	+ 8	12	20	23,9 (50,85 %)
Républicains	53	45	— 8	22	14	23,1 (49,15 %)
Chambre des représentants						
	Avant	Après	Evo- lution	Suffrages exprimés		
Démocrates	253	258	+ 5	27,4 (53 %)		
Républicains	182	177	— 5	24,6 (47 %)		
<i>NB.</i> — Le pourcentage national des suffrages exprimés fut de 38,7 % des électeurs, moindre qu'en 1982 (41,1 %), mais plus élevé qu'en 1978 (37,5 %).						
Gouverneurs						
	Total des sièges			Sièges renouvelés en 1986		
	Avant	Après	Evolution	Avant	Après	
Démocrates	34	26	— 8	27	19	
Républicains	16	24	+ 8	9	17	
Assemblées d'Etat						
	Chambres basses			Chambres hautes		
	Avant	Après	Evo- lution	Avant	Après	Evo- lution
Démocrates	3 111	3 289	+ 178	1 184	1 185	+ 1
Républicains	2 320	2 170	— 150	759	754	— 5
				Avant	Après	
Etats dans lesquels les démocrates contrôlent les deux chambres				26	28	
Etats dans lesquels les républicains contrôlent les deux chambres				11	10	
Etats dans lesquels chaque parti contrôle une chambre				12	11	
<i>NB.</i> — Un Etat (le Nebraska) a une seule chambre, non partisane.						

Sources : *New York Times*, 6 novembre 1986 ; *Congressional Quarterly*, 15 novembre 1986, p. 2893-2895 ; *National Journal*, 8 novembre 1986, p. 2671.

dernière fois en 1952, entraînés par le raz-de-marée de la victoire présidentielle d'Eisenhower (6).

Les élections aux assemblées des Etats ont donné des résultats très semblables à celles des Représentants : les démocrates ont renforcé leur position dominante, mais moins qu'on aurait pu le croire à partir des précédents historiques. De 1958 à 1982, le GOP a perdu en moyenne 447 sièges aux assemblées des Etats lors des élections à mi-mandat intervenues durant la présidence d'un républicain. En 1986, les démocrates n'ont gagné que 179 sièges. La dernière élection reaganienne étant maintenant derrière eux, les démocrates contrôlent ainsi 60 % de l'ensemble des sièges aux chambres basses et hautes, ils ont la majorité dans 66 des 99 chambres, et une majorité dans les deux chambres dans 28 Etats. On voit ici encore l'ampleur de la tâche qui attend les Républicains en quête de réalignement.

Aussi récemment qu'en 1968, le GOP contrôlait une majorité d'assemblées d'Etat et seulement deux Etats de moins que les démocrates, mais l'ère Reagan elle-même n'a pas suffi à réparer les dégâts de l'année du Watergate (1974) où les républicains perdirent la majorité dans 9 chambres basses et 11 Sénats d'Etats (7).

Aussi décourageants que purent apparaître aux républicains de nombreux aspects de l'élection de 1986, ils pouvaient trouver quelque satisfaction dans le constat que bon nombre de démocrates leur firent concurrence parce qu'ils semblèrent avoir abandonné leurs principes traditionnels du New Deal. Presque tous les journalistes ont dit que cette campagne fut sans enjeux nationaux, mais, comme l'ont expliqué Mark Penn et Douglas Schoen, ceci signifie surtout qu'à la différence de ce qui s'est passé en 1982 et 1984, les démocrates n'ont pas été capables de mener une attaque frontale contre Reagan ou le reaganisme. S'agissant de questions clés comme les impôts, les dépenses publiques ou la défense nationale, la plupart des candidats démocrates se sont efforcés de capter « la rhétorique, les idées et les politiques qui ont porté Ronald Reagan à la Maison-Blanche ». Tandis que les républicains y voyaient surtout une bataille pour gagner des sièges, les ralliements des démocrates aux politiques du « moi-aussi » attestèrent que le GOP avait au moins gagné sur les principes philosophiques (8).

Un grand nombre des 226 référendums ou initiatives populaires qui eurent lieu le 4 novembre dans 43 Etats ont montré cet impact du reaganisme sur l'ordre du jour politique. Aucune mesure antifiscale aussi radicale que la proposition n° 13, votée en 1978 par les Californiens, n'est passée, mais des limitations d'impôt ont été adoptées en Californie (l'exigence d'une

(6) Calmes, p. 2891-2892 ; Drew, p. 127.

(7) Ronald Brownstein, *The Big Sweep*, *National Journal*, 8 novembre 1986, p. 2717 ; Peter Bragdon, *Democrats Extend Dominance in the States*, *Congressional Quarterly*, 15 novembre 1986, p. 2893.

(8) *New York Times*, 9 novembre 1986 ; *Wall Street Journal*, 4 novembre 1986.

approbation populaire préalable pour la création ou l'augmentation de certaines taxes), au Montana (le gel des taxes sur la propriété au niveau de 1986) et au Massachusetts (la limitation des augmentations d'impôts au niveau des augmentations de salaires). Parallèlement au tabou s'il en fut qu'est devenue la hausse des impôts, une tendance récente se développe pour admettre l'usage de loteries afin de recueillir des fonds pour les Gouvernements locaux. Des propositions de loterie ont été approuvées dans cinq Etats (Floride, Idaho, Kansas, Montana et Dakota du Sud), une seule ayant échoué (Dakota du Nord). 27 Etats au total ont dorénavant recours à ce procédé contre une poignée en 1980. Au Vermont, un coup d'arrêt a été porté au mouvement féministe, avec l'échec d'une proposition d'amendement constitutionnel consacrant l'égalité des droits entre hommes et femmes (52 % contre, 48 % pour). Cependant, des propositions visant à interdire ou limiter l'utilisation de fonds publics en matière d'avortement ont été repoussées au Massachusetts, dans l'Oregon et dans le Rhode Island. Les Californiens ont repoussé, à 3 contre 1, une proposition de mise en quarantaine des victimes du SIDA, mais ils ont adopté la consécration de l'anglais comme seule langue officielle de l'Etat (en protestation contre cette mesure qu'ils jugent « sectaire et xénophobe », les éditeurs étudiants du journal de Berkeley, l'Université de Californie, ont appelé « tous les Californiens à y désobéir activement » et ont commencé à imprimer le titre de leur journal en espagnol). Les électeurs de Californie ont également capté l'attention nationale et les applaudissements des conservateurs en faisant échec à la tentative du président de la Cour suprême de l'Etat — Rose Bird — d'obtenir un nouveau mandat de douze ans. Ce vote était considéré comme un référendum sur la peine de mort, car Bird avait suscité la controverse en se prononçant contre la totalité des 61 peines de mort prononcées par des Cours inférieures depuis sa nomination en 1977 (9).

A la différence de la plupart des aspects de l'élection du 4 novembre discutés précédemment, les résultats des compétitions pour le Sénat ont été un désastre total pour Reagan et les républicains. Les Américains, lorsqu'ils contemplèrent les informations à la télévision, ne purent s'empêcher de penser que la bonne étoile du Président était soudainement ternie, car les candidats démocrates contre lesquels il avait dirigé sa campagne obtenaient, Etat après Etat, presque toutes les victoires les plus serrées. Alors qu'en 1980, les Républicains l'avaient emporté dans 11 des 14 élections sénatoriales s'étant jouées à 52 % ou moins, en 1986, les démocrates ont gagné 9 des 11 compétitions de ce type. Recueillant un total de 51 % des voix dans les 34 élections sénatoriales, les démocrates obtiennent 20 sièges — un gain net de 8 — et une majorité de 55 sénateurs contre 45 dans le C<sup>e</sup> Congrès. Les Républicains s'attendaient à un recul, puisqu'ils détenaient la grande majorité des sièges soumis à renouvellement (22 sur 34) et se retrouvaient, de ce fait, vulnérables, comme les démocrates pour les

(9) *New York Times*, 6 novembre 1986 ; Rhodes Cook, *Democrats Ride a Familiar Tide*, *Congressional Quarterly*, 15 novembre 1986, p. 2897.

TABLEAU 2. — Profil sociologique des électors lors des élections au Congrès (1982-1986)

% en 1986		1982		1984		1986	
		Démocrate	Républicain	Démocrate	Républicain	Démocrate	Républicain
	Total	57	43	51	49	52	48
48	Hommes	55	45	48	52	51	49
52	Femmes	58	42	54	46	54	46
87	Blancs	54	46	46	54	49	51
8	Noirs	89	11	92	8	86	14
3	Hispaniques	75	25	69	31	75	25
16	18-29 ans	59	41	51	49	51	49
32	30-44 —	54	46	54	46	52	48
24	45-59 —	56	44	50	50	54	46
28	60 ans et plus	58	42	48	52	52	48
26	Est	65	35	54	46	52	48
37	Midwest	49	51	50	50	53	47
12	Sud	59	41	52	48	56	44
25	Ouest	53	47	48	52	51	49
46	Protestants (blancs)	43	57	38	62	43	57
32	Catholiques	63	37	58	42	55	45
4	Juifs	82	18	70	30	70	30
8	Chrétiens évangéliques (blancs)					31	69
15	Revenu inférieur à \$12 500	73	27	63	37	56	44
26	De \$12 500 à 24 999	60	40	54	46	53	47
21	De \$25 000 à 34 000	56	44	50	50	52	48
21	De \$35 000 à 50 000	49	51	47	53	53	47
17	Revenu supérieur à \$50 000	37	63	39	61	47	53
29	Prof. lib., cadres sup...			48	52	50	50
14	Employés			53	47	54	46
14	Ouvriers	64	36	58	42	55	45
13	Femmes au foyer			48	52	50	50
2	Etudiants			59	41	57	43
11	Fonctionnaires			58	42	62	38
2	Chômeurs	71	29	70	30	63	37
19	Retraités	61	39	48	52	52	48
16	Libéraux	80	20	76	24	71	29
46	Modérés	60	40	57	43	58	42
34	Conservateurs	35	65	31	69	35	65
58	Electeurs de Reagan	31	69	21	79	35	65
30	Electeurs de Carter/Mondale	89	11	93	7	83	17

Source : *New York Times*, 6 novembre 1986. Les données proviennent des sondages effectués par le *New York Times*/CBS News le jour de l'élection.

sièges de Gouverneurs. Aucun analyste n'avait cependant prévu un revers de cette ampleur (10).

Les démocrates ont trouvé particulièrement encourageant d'avoir pu conquérir 4 sièges sénatoriaux à la fois dans le Sud (Floride, Alabama, Georgie, Caroline du Nord) et dans l'Ouest (Washington, Nevada, Dakota du Nord, Dakota du Sud), deux régions dans lesquelles le Parti démocrate n'était pas bien portant ces dernières années. Des difficultés économiques locales ont aidé les démocrates dans nombre de ces Etats (par exemple la crise de l'agriculture dans les Dakotas). Dans les cas du Washington et du Nevada, les candidats républicains ont été gênés par le fait que l'Administration Reagan avait choisi ces Etats comme dépotoirs pour les déchets nucléaires. Dans les Etats du Sud — et ailleurs — les électeurs noirs, catégorie la plus fidèle dans l'électorat démocrate (voir tableau 2) ont apporté une contribution cruciale pour battre les républicains.

Ces derniers ont par exemple obtenu une majorité chez les électeurs blancs en Alabama (61 %), Caroline du Nord (56 %) ou Californie (juste en dessous de 50 %), mais perdu l'élection de par leur incapacité à attirer plus de 7 à 10 % du vote noir. Les Noirs ont peut-être éprouvé quelque déception à la suite du désengagement relatif des démocrates à l'égard de leur programme traditionnel d'Etat-providence, mais ils ont continué de considérer le parti de Reagan comme celui qui, de loin, prenait le moins en compte leurs intérêts.

Bien que certains des nouveaux démocrates au Sénat — spécialement dans le Sud — soient presque aussi conservateurs que les Républicains qu'ils ont battus, nul ne doute que la majorité démocrate au Sénat constituera un lourd obstacle à franchir pour les initiatives législatives de l'Administration Reagan (11) dans les deux ans à venir. L'on s'attend à ce que le nouveau leader de la majorité sénatoriale Robert Byrd, de la Virginie de l'Ouest, travaille avec le successeur de Tip O'Neill au poste de Speaker de la Chambre, Jim Wright, du Texas, pour fixer l'ordre du jour du Congrès et contraindre l'Administration à accepter, fût-ce à contrecœur, des compromis législatifs. En outre, les démocrates devant prendre le 6 janvier 1987 la présidence de commissions décisives du Sénat seront enclins à utiliser leur pouvoir considérable pour rendre plus difficile le processus de confirmation des nominations reaganiennes, engager des enquêtes sur la faisabilité de l'Initiative de Défense Stratégique (« la guerre des étoiles ») et examiner de très près quantité d'autres affaires, des politiques de l'Etat-providence aux enjeux les plus chauds pour Washington, comme l'affaire des ventes d'armes à l'Iran et son lien avec la lutte des Contras contre le Gouvernement du Nicaragua (12).

(10) Cohen, p. 2677 ; *El Diario Californio*, 21 novembre 1986.

(11) *New York Times*, 6 novembre 1986 ; Cohen, p. 2677.

(12) Janet Hook, *Senate Democrats Avert Fight, Plan Agenda*, *Congressional Quarterly*, 15 novembre 1986, p. 2885-2888 ; Drew, p. 128-131.

## L'IMPACT DU SCANDALE DE L' « IRANGATE »

La perte du Sénat suffit à elle seule, aux yeux de beaucoup, pour obliger Ronald Reagan à subir dans la frustration ses deux dernières années à la Maison-Blanche, comme beaucoup de Présidents « canards boiteux » l'ont fait avant lui. Toutefois, le sentiment prédominait qu'il était sûr de laisser derrière lui le fabuleux héritage du « Président le plus influent depuis cinquante ans ». Un article publié cet été dans le *New York Times Magazine* estimait que Reagan laisserait le souvenir de l'homme qui « a restauré l'idée qu'un leader est une force, la Maison-Blanche une institution, le conservatisme un pouvoir ». Le sentiment prévalait également que ce Président effectif et à principes, qui avait permis aux Américains de reprendre confiance en leur pays, était destiné à laisser derrière lui un Parti républicain rénové, débarrassé des taches de Watergate et Nixon. Un ancien conseiller de Jimmy Carter affirmait : « Il faudrait un candidat extraordinaire et un concours de circonstances pour que les démocrates puissent gagner la Présidence dans un avenir prévisible » (13).

Les démocrates n'ont peut-être pas pour l'instant un candidat extraordinaire, mais ils ont déjà tiré profit d'événements extraordinaires qui semblent devoir sans aucun doute handicaper le Président pour les deux ans qui viennent, augmenter les chances des démocrates à l'élection présidentielle de 1988 et ternir l'héritage de Reagan. Juste après les élections de mi-mandat, des sources libanaises ont allégué que l'Administration Reagan avait secrètement expédié des armes en Iran. Le 13 novembre, le Président était obligé de reconnaître publiquement la véracité de l'histoire, mais il dénia ce qui semblait évident aux yeux de beaucoup — à savoir que les armes avaient été envoyées en Iran dans le cadre de la libération d'otages américains détenus par des Iraniens au Liban. Il dénia également que l'envoi d'armes fut une erreur et attaqua les médias pour leurs spéculations excessives sur le sujet. Loin de désamorcer l'affaire, l'intervention de Reagan alla de pair avec des imputations du Congrès selon lesquelles la loi avait été violée, un grand mécontentement de l'opinion sur ce qui était généralement interprété comme un accord « armes contre otages », en contradiction avec la politique officielle de Reagan, et les protestations d'alliés contre la pratique d'une telle politique vis-à-vis de l'Iran « terroriste », celle-là même qu'il avait été reproché à certains d'entre eux de suivre. Quelque temps après, on annonça que des millions de dollars recueillis par ces ventes d'armes à l'Iran ont été transférés secrètement aux Contras, sans que le Président Reagan le sache, disait-on. Au début décembre au moment où cette chronique a été écrite, une majorité d'Américains estimait que le Président avait menti sur ce point (voir tableau 3), nombre de conservateurs devenaient sérieusement critiques

(13) Bernard Weinraub, *The Reagan Legacy*, *New York Times Magazine*, 22 juin 1986.

TABLEAU 3. — Sondage New York Times/CBS  
sur l'affaire iranienne  
(7-8 décembre 1986) (en %)

<i>Approuvez-vous ou désapprouvez-vous Reagan dans sa façon d'exercer ses fonctions ?</i>				
	Total	Libéraux	Modérés	Conservateurs
Approuvent	47	47	46	53
Désapprouvent	42	45	45	36

  

<i>Approuvez-vous ou désapprouvez-vous Reagan dans sa façon de traiter l'affaire des ventes d'armes à l'Iran et des Contras ?</i>				
	Total	Libéraux	Modérés	Conservateurs
Approuvent	20	20	20	24
Désapprouvent	65	69	64	56

  

<i>Qu'y a-t-il de pire ?...</i>				
	Total	Libéraux	Modérés	Conservateurs
... Vendre des armes à l'Iran	26	24	25	29
... Utiliser l'argent pour aider les Contras	7	10	8	6
... L'attitude de l'administration face à ces faits	51	58	54	48

  

<i>Reagan a-t-il donné l'impression que son administration coopérait totalement avec l'enquête ?</i>				
	Total	Libéraux	Modérés	Conservateurs
Oui	38	40	38	39
Non	45	48	47	43

  

<i>Pensez-vous que Ronald Reagan est plus honnête et intègre que la plupart des gens dans la vie publique ?</i>		<i>Pensez-vous que Ronald Reagan a dit la vérité ou qu'il a menti lorsqu'il a affirmé ne pas savoir que l'argent des ventes d'armes à l'Iran allait aider les Contras au Nicaragua ?</i>	
	Total		Total
Oui	54	Disait la vérité	37
Non	35	Mentait	47

Source : *New York Times*, 10 décembre 1986.

sur la conduite de l'affaire des ventes d'armes par l'Administration, et un procureur spécial du type Watergate était sur le point de commencer son enquête sur les violations apparentes de plusieurs lois par de hauts responsables.

Quelle que soit l'issue de cette enquête, il paraît certain que, comme l'écrit le magazine *Time*, « Reagan en sortira diminué comme Président, son aura d'invincibilité atteinte, son extraordinaire chance abîmée, et sa politique considérée avec une suspicion nouvelle ». Le scandale, auquel la presse se réfère dorénavant sous le terme d'*Irangate* ou de *Contragate* a déjà un effet mesurable sur le paysage politique de l'élection présidentielle de 1988. Les chances que Reagan ait un successeur républicain se sont réduites en même temps que sa popularité. Dans un sondage du début novembre, 34 % des personnes interrogées se disaient disposées à soutenir un candidat républicain à la prochaine présidentielle, 31 % annonçant leur probable soutien à un démocrate.

Un autre sondage, effectué les 7-8 décembre, indique que 39 % soutiendraient un démocrate et 27 % un républicain. Le vice-président Bush est le candidat dont les chances semblent devoir le plus certainement être affectées par le scandale. Bush était de loin le candidat préféré des républicains au moment des élections à mi-mandat (34 % des républicains se prononçaient en sa faveur, 14 % pour le sénateur Bob Dole, 9 % pour l'ancien sénateur Howard Baker et 9 % pour le représentant Jack Kemp), mais il est maintenant dans une position difficile, tenu de défendre le Président tout en restant autant que possible à distance de la crise. S'il était révélé, comme certains le prétendent, qu'il a été impliqué dans les transferts de fonds en faveur des Contras, ses chances seraient encore plus réduites. Du côté des démocrates, alors que l'ancien sénateur Gary Hart (26 %) et le gouverneur de New York Mario Cuomo (20 %) étaient de loin les éventualités les plus populaires au début novembre, certains envisagent maintenant que deux candidats éventuels pourraient voir leurs chances augmenter de par leurs fonctions nouvelles à la tête de commissions du Sénat qui ont joué un rôle dans les enquêtes sur le scandale : Joseph Biden à la tête de la commission judiciaire, et Sam Nunn, président du comité des affaires d'armes (14).

Si beaucoup d'incertitudes demeurent sur la compétition présidentielle à venir, une chose semble claire : l'ultime résultat du scandale en cours décidera si l'héritage de Reagan est un atout pour les républicains en 1988, fera et défera des carrières d'une façon imprévisible et, de ce fait jouera un rôle de premier plan dans le choix du prochain occupant de la Maison-Blanche.

(14) *Time*, 8 décembre 1986 ; *New York Times*, 6 novembre et 10 décembre 1986.